



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des services judiciaires

**Service administratif régional - SAR
Cour d'appel de Saint-Denis de
La Réunion**

**Entretien des espaces verts
du palais de Justice de Saint-Pierre de La Réunion
(Marché réservé)**

CCTP
Cahier des Clauses Techniques Particulières

Numéro de consultation : 2023-07-ESPVERT-PJSP

Procédure de passation : Procédure adaptée < 90 000 € HT

Table des matières

Article 1 -OBJET DU MARCHÉ.....	3
Article 2 -PRESTATIONS ATTENDUES.....	4
2.1Prestations forfaitaires.....	4
2.2Fréquences des prestations forfaitaires.....	6
2.3 Prestations hors forfait	6
2.4 Gestion des déchets.....	7
Article 3 -OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	7
3.1Travaux suite aux intempéries.....	7
3.2Service minimum.....	7
3.3Obligation d'alerte.....	7
Article 4 - MOYENS DU TITULAIRE.....	7
4.1Le personnel du titulaire.....	7
4.1.1.Le responsable technique et administratif.....	7
4.1.2.Le chef de chantier / d'équipe.....	8
4.1.3.L'ouvrier paysagiste.....	8
4.1.4.Compétences attendues.....	8
4.2Les produits.....	8
4.3Les matériels, l'outillage.....	9
Article 5 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
5.1 Prise en charge en début de marché.....	10
5.1.1.Identification et agrément du personnel intervenant	10
5.1.2.Inspection du site.....	10
5.1.3.Plan de prévention	10
5.1.4.Organisation des prestations	10
5.1.5.Accès aux locaux.....	11
5.2Horaires.....	11
5.3Sécurité.....	11
5.3.1.Sécurité des personnes et des biens.....	11
5.3.2.Signalisation des travaux.....	11
Article 6 -CRITERES DE QUALITE & CONTROLE DES PRESTATIONS	11
6.1Auto-contrôle	12
6.2Contrôle contradictoire	12

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet d'assurer l'entretien des espaces verts du palais de Justice de Saint-Pierre de La Réunion.

Ce marché est **réservé à une structure de secteur adapté**, de type ESAT ou E.A.

La gestion des espaces verts a des impacts non négligeables sur l'environnement (production de déchets, utilisation de produits phytosanitaires, pollution des sols, consommation d'eau ...), sur le plan social (qualité et cadre de vie, santé, ...), sur l'économie (réduction de la ressource en eau, rationalisation des coûts, valorisation des déchets verts, ...).

Depuis plusieurs années, les pratiques de gestion des espaces verts évoluent. Elles visent aujourd'hui à concilier la préservation de la nature en ville et le respect accru de notre environnement, en minimisant l'usage de pratiques, de produits ou matériels qui génèrent des impacts sur l'environnement ainsi qu'en adaptant le rythme des interventions.

Le marché a pour objectif l'entretien, le maintien en bon état des pelouses, zones végétalisées, piétonnes et parkings, et l'obtention d'un espace paysager agréable à l'oeil. En est exclue la gestion des arbres.

Le marché est assorti d'une **obligation de résultat**.

Le titulaire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Outre les moyens minimaux décrits au présent document, le marché impose également au titulaire de veiller à la qualité des prestations exécutées, au respect des plannings, délais prévus ou des coûts, à la rigueur et à la qualification des personnels affectés à la réalisation des prestations.

Afin de garantir les résultats fixés au présent document, le titulaire met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens compatibles avec l'activité de la juridiction et qu'il juge utiles pour l'accomplissement de sa mission.

En conséquence, tous les moyens et modalités décrits dans le présent CCTP, ou tous les documents qui y sont cités, ne sont que des moyens minimaux nécessaires au titulaire pour satisfaire à ses obligations. Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière. Les moyens décrits dans le présent marché ne sont donc pas limitatifs.

Le titulaire apporte toute solution aux insuffisances constatées dans les délais fixés par le responsable de site. D'une manière générale, le titulaire garantit à l'administration :

- la satisfaction du personnel et du public par la qualité de service et les conditions de sécurité
- le déploiement des moyens maximaux pour empêcher ou réduire toute action visant la sécurité des personnes et des biens

Cette obligation de résultats est levée en cas de catastrophe naturelle, où un état des lieux contradictoire sera établi.

Il tient également compte de la législation en vigueur concernant son domaine d'activités. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché, mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Il respecte le confort des usagers du site et du voisinage immédiat, notamment concernant les nuisances physiques, chimiques ou sonores qu'il pourrait occasionner dans le cadre de ses prestations.

Le titulaire est réputé, notamment par la **visite obligatoire préalable à la remise de son offre**, avoir une parfaite connaissance :

- de la constitution des espaces verts et de leurs éventuelles contraintes
- des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité des bâtiments

Le titulaire ne peut pas opposer la méconnaissance ou l'insuffisance d'informations pour ne pas assurer sa prestation partiellement ou en totalité sur l'ensemble des espaces, dans le cadre défini par la présente consultation.

Article 2 - PRESTATIONS ATTENDUES

Le temps nécessaire à la gestion des zones à entretenir est évalué par le titulaire lors de la visite obligatoire, avant la remise de l'offre.

Les plages horaires d'intervention possibles sont les suivantes :

Site	Adresse	Horaires d'intervention possibles
Palais de Justice de Saint-Pierre	28, rue Archambaud - CS70040 97410 Saint-Pierre chg1.tj-st-pierre-reunion@justice.fr	Vendredi matin, de 7h00 à 12h00

2.1 Prestations forfaitaires

Dans le cadre de leur mise en œuvre, le titulaire réalise :

- le nettoyage complet des espaces et de leurs abords, les salissures éventuelles, ainsi que l'évacuation des déchets après chaque intervention
- la fourniture, le transport et stockage des produits, matériaux et matériels nécessaires aux opérations du marché
- la signalisation des périmètres de prestations et la protection des intervenants

NETTOYAGE DES ESPACES EXTERIEURS	
Maintien de la propreté sur les pelouses, massifs et surfaces non plantées	<p>Pelouses débarrassées de toute végétation adventive.</p> <p>Nettoyage des voies de circulation, accès piétonniers, cours, aires gravillonnées, terrasses, pelouses, aires de stationnement, fossés, abords des bâtiments, caniveaux, grilles, tampons de visites, ... avec une attention particulière pour les déchets / détritux pouvant obstruer les évacuations, grilles, caniveaux, ... ou gêner la bonne fermeture des portails ;</p> <p>Réalisation avec un matériel adapté (balais, râteau, souffleur, ...) ; Comprend le ramassage des déchets (papiers, cartons, plastiques, détritux divers, ...), des feuilles mortes, l'élimination (arrachage ou destruction) de la végétation sur les surfaces minérales, chemins et bordures de trottoirs, le long des bâtiments.</p>
Nettoyage des zones impactées par les projections de la tonte	<p>Voies de circulation, caniveaux, parkings, trottoirs des espaces publics, ...</p> <p>Les résidus de tonte sont ramassés puis revalorisés sur le site.</p>
Ratissage des espaces gravillonnés	<p>Permet d'aplanir les gravillons dans les zones soumises aux passages répétés, de conserver l'espace dans un état propre et soigné.</p>
ENTRETIEN DES PELOUSES	
Tonte	<p>Effectuée avec un matériel adapté à la surface, appartenant au titulaire, la tonte sera effectuée avec des lames ou fils en parfait état, affûtés aussi souvent que nécessaire ;</p> <p>Coupe franche, constituant un tapis régulier et homogène, de préférence réalisée sur terrain sec ;</p> <p>Une attention particulière sera portée sur les véhicules garés à proximité des lieux d'intervention, soumis au risque de projection lors de la tonte, nécessitant la mise en place d'une protection à titre préventif.</p>
Dégagement au rotofil des accès non accessibles avec la tondeuse	<p>Découpe des bordures, angles, ...</p>
Fertilisation de la pelouse	<p>Par broyage fin de l'herbe, laissée sur place (mulching).</p>
Défeutrage par scarification des pelouses	<p>Il s'effectue en période de pleine végétation sur une pelouse préalablement tondue. Les déchets produits sont évacués de la pelouse.</p>

ENTRETIEN DES HAIES, ARBUSTES ET MASSIFS	
Entretien général	Aspect ordonné, bonne santé des plantes, enlèvement des parties mortes
Entretien des pieds	Maintien d'un sol meuble et propre, enlèvement des mauvaises herbes NB : un paillis suffisamment épais (≥ 8 cm) au pied des arbustes limite la pousse des mauvaises, le désherbage et l'arrosage.
Taille d'entretien courant, destinée à supprimer les rameaux qui ont fleuri pour en faire naître d'autres plus vigoureux et assurer le renouvellement progressif de la touffe. Sert également à régulariser la forme et réduire l'encombrement des sujets, supprimer les branches mortes et nettoyer la base des végétaux.	<p>Suivant les besoins / la saison / la nature de plante / les indications du responsable de site</p> <p>Taille réalisée en hauteur et en largeur avec un matériel adapté, dans les règles de l'art préconisées pour ce type de prestation, avec prise en compte de chaque espèce</p>
Taille de formation, destinée à produire des arbustes bien ramifiés et avec suffisamment de rameaux pour leur assurer un développement bien équilibré. Les branches frêles, mal placées ou trop nombreuses sont éliminées. Les rameaux trop lourds, les gourmands et les drageons sont supprimés.	
Plantes endémiques ou indigènes protégées	Elles seront identifiées dès le début du marché et feront l'objet d'une attention particulière quant aux spécificités de leur espèce
Griffage / binage de la terre	
DESHERBAGE	
Lutte contre les plantes indésirables des pelouses, parterres arbustifs et surfaces non plantées	Le désherbage est une pratique polluante. Il convient d'utiliser des techniques alternatives pour éliminer les mauvaises herbes, à l'aide de l'une des méthodes suivantes : - mécanique (binette, sarcloir,...) - par aspersion de mousse à base d'amidon de maïs - désherbant sélectif autorisé
TRAITEMENTS / SOINS VEGETAUX	
Fertilisation / amendement	Amendement de type mulching (Recyclage par broyage des déchets verts) ou compost en priorité Engrais organiques si besoin, pour répondre aux besoins aux besoins nutritifs des plantes, conformes à la réglementation en vigueur et porteurs d'un écolabel
Arrosage	Chaque site assure la fourniture de l'eau. Arrosage réalisé suivant les systèmes d'irrigation mis en place au sein des juridictions concernées
GESTION DES DECHETS	
Ramassage des déchets verts et détritiques avec évacuation immédiate	<p>En dehors des bois provenant de plantes malades, tous les déchets verts, peuvent être réutilisés sur place de différentes façons : éliminés par broyage, laissés sur place en mulching (y compris les déchets issus de la tonte de la pelouse), ou déposés dans un composteur en vue de leur réutilisation sur place ultérieurement, suivant les instructions du responsable de site.</p> <p>Ils peuvent être également évacués vers des sites extérieurs à des fins de recyclage ou de valorisation (ex. : amendement de surfaces agricoles, ...).</p> <p>Les déchets non recyclables sont évacués en déchetterie, suivant la législation en vigueur, contre remise d'un bordereau de suivi des déchets (BSD).</p>

2.2 Fréquences des prestations forfaitaires

La fréquence des prestations souhaitée par l'acheteur renvoie à la gestion différenciée des espaces. Cette démarche consiste à adapter l'entretien des espaces en fonction de leur nature, de leur situation et de leur usage. Elle se caractérise également par la mise en oeuvre de pratiques de gestion différentes comme l'espacement des fréquences de tonte, le paillage des pieds d'arbres, de haies ou de massifs, la revalorisation des déchets, ...

La gestion différenciée des espaces est présentée ci-après.

Palais de Justice de Saint-Pierre				
Nature et détails des prestations		Zones allées & parkings	Zones pelouses	Zones végétalisées
Nettoyage des espaces extérieurs	Maintien de la propreté, inclus le ramassage des feuilles	2 fois / mois		
	Nettoyage des zones impactées par les projections de la tonte	A chaque tonte, soit 1 fois / mois		
Entretien des pelouses	Tonte		1 fois / mois	
	Dégagement au rotofil des zones difficilement accessibles		1 fois / mois	
	Fertilisation (mulching)		A chaque tonte	
	Scarification		1 fois / an	
Entretien des haies, arbustes et massifs	Entretien général			1 fois / mois
	Entretien des pieds			1 fois / mois
	Taille d'entretien courant			1 fois / mois
	Taille de formation			2 fois / an
	Griffage, binage de la terre			1 fois / an
Désherbage	Lutte contre les mauvaises herbes et plantes indésirables			1 fois / trimestre
Traitement et soins des végétaux	Fertilisation / amendement			A chaque taille d'entretien
	Arrosage		2 fois / mois *	2 fois / mois *
Gestion des déchets	Ramassage, valorisation ou évacuation des déchets verts et détritux	Déchets verts : à chaque coupe, taille ou ramassage Détritux : à chaque nettoyage des espaces		

* L'arrosage en pleine terre est réalisé deux fois par mois en saison sèche, et une fois par mois à la saison des pluies, si nécessaire. Le titulaire adaptera le rythme de cette prestation à un éventuel décalage de la saison habituelle suite aux observations constatées sur l'état des espaces verts.

2.3 Prestations hors forfait

Les prestations hors forfait comprennent des typologies de prestations qui ont une fréquence variable selon les interventions, ou qui présentent un caractère aléatoire.

Toute intervention hors forfait doit faire l'objet d'un devis préalable conforme au BPU, qui devra être validé par le responsable de site avant d'être transformé en bon de commande.

Les prestations ou besoins à fréquence variable concernent :

- un apport de terre végétale ou substrat
- un traitement phytosanitaire en cas d'infection d'arbustes ou de haies
- une plantation d'arbre, d'arbuste ou de plante
- l'arrachage d'un arbuste mort

2.4 Gestion des déchets

Quel que soit le type de prestations, le coût de l'élimination est inclus dans les prix forfaitaires et hors forfait. Le titulaire évacue les déchets organiques et minéraux non réutilisables sur place en centre de compostage ou dans un centre de traitement agréé. Il peut également les confier pour valorisation à des agriculteurs qui pourront les étendre dans leurs champs, aux pieds d'arbres fruitiers, ...

L'ensemble des détritiques non végétaux est évacué en centre de traitement des déchets.

Aucun déchet, matériel ou produit ne devra être abandonné en dehors des lieux prévus à cet effet.

Article 3 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Dans le cadre des interventions qui lui sont demandées nécessitant l'usage de matériels générateurs de bruit, le titulaire veille à minima au respect de l'application de l'arrêté préfectoral N°037/DRASS/SE du 7 janvier 2010 relatif à la lutte contre les bruits du voisinage pour exécuter ses prestations, ou de toute autre réglementation locale plus exigeante. Il s'engage par ailleurs à mettre à disposition de son personnel du matériel dont le niveau de bruit est aussi bas que techniquement possible.

3.1 Travaux suite aux intempéries

Suite aux intempéries (cyclone, vent fort ou pluie, ...), le titulaire devra remettre en état les espaces impactés dès que la météo le permettra, en nettoyant les feuilles et détritiques sur les espaces verts, voies de circulation et parkings.

3.2 Service minimum

Si des faits, qu'ils soient indépendants ou non de la volonté de l'entrepreneur (faits de grève notamment), risquent de provoquer des retards importants ou la non-exécution des prestations dont le titulaire a la charge, celui-ci doit prendre toutes les dispositions utiles pour faire assurer par tous moyens à sa convenance, un service minimum concernant les opérations élémentaires de propreté suivantes :

- Nettoyage des zones allées et parkings
- Enlèvement des feuilles sur toutes les zones

3.3 Obligation d'alerte

En complément des obligations visées au CCAG-FCS, si, dans le cadre d'une intervention d'entretien, le titulaire constate la nécessité d'une intervention relevant d'une prestation hors forfait (maladies, parasites, ...), il s'engage à alerter le responsable de site dans les meilleurs délais.

Article 4 - MOYENS DU TITULAIRE

L'entretien des espaces verts est confié au titulaire qui doit affecter les moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation des prestations attendues, qui lui permettront d'assurer un équilibre entre protection des ressources naturelles et respect de l'obligation de résultats à laquelle il est tenu.

4.1 Le personnel du titulaire

Le titulaire devra doter les personnels en activité, y compris le personnel d'encadrement, d'une tenue réglementaire appropriée aux tâches à accomplir, et favorisant l'identification visuelle de leur entreprise.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail et des EPI (équipements de protection individuelle), s'il est démuné de son signe distinctif ou s'il présente une tenue négligée.

Pour assurer les prestations, le titulaire désigne une équipe avec l'agrément du responsable de site. Elle est constituée du responsable technique et administratif (RTA) et d'ouvriers paysagistes.

4.1.1. Le responsable technique et administratif

Le RTA est l'interlocuteur direct du responsable de site. **Il est désigné dans l'offre du titulaire** et agréé par le pouvoir adjudicateur. Il assure :

- la direction administrative, technique, financière et des ressources humaines de l'entreprise,
- l'organisation de chantiers et contrôle la bonne exécution du travail qu'il répartit entre ses collaborateurs et/ou les équipes.

Il doit répondre à toute convocation émanant du responsable de site et faire appliquer les consignes internes à chaque site par le personnel du titulaire.

Il est présent au moins une fois par mois sur chaque site et effectue des passages aléatoires aux fins de contrôle de la bonne exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le pouvoir adjudicateur de toute modification d'interlocuteur désigné.

4.1.2. Le chef de chantier / d'équipe

Il gère en autonomie les travaux qui lui sont confiés et assure la coordination des équipes présentes en relation directe avec le RTA.

Le chef d'équipe, qui peut être oeuvrant, est présent sur le site pendant toute la durée des prestations.

4.1.3. L'ouvrier paysagiste

Il reçoit des instructions afin d'assurer les travaux de création et d'entretien des espaces verts.

4.1.4. Compétences attendues

La filière étant impactée par l'évolution des conditions réglementaires en matière de sécurité au travail, d'utilisation de produits phytopharmaceutiques et de gestion des déchets, le personnel intervenant doit avoir des compétences techniques et des connaissances liées à son domaine d'activités pour l'ensemble des prestations définies dans le présent marché.

Elles porteront notamment sur :

- la taille des arbustes et des haies
- le traitement des sols et des plantes
- les maladies des végétaux
- l'arrosage et l'entretien du système d'arrosage
- l'entretien des zones de plantation
- l'entretien des pelouses et gazons (tonte, ramassage de l'herbe, aération, ...)
- l'entretien des équipements
- la gestion des déchets verts
- l'utilisation des produits et matériels
- une sensibilisation au respect de l'environnement, à la sécurité
- une approche juridique des missions en limite de propriété

La formation des équipes aux nouvelles méthodes de travail et aux nouveaux matériels est indispensable. Elle contribuera par ailleurs à éloigner une éventuelle réticence sur ces nouvelles méthodes pouvant être considérées comme non productives et consommatrices de temps.

Le titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main-d'œuvre. La qualification de tout le personnel intervenant sur le site doit pouvoir être vérifiée par les responsables de site, qui se réservent le droit à tout moment, et sans avoir à le justifier, de demander :

- le remplacement de tout membre du titulaire, ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie
- le renforcement en qualification du personnel ou en effectif du titulaire, afin de satisfaire aux obligations de résultat fixées au présent marché.

4.2 Les produits

Les produits utilisés dans le cadre de ce marché sont fournis par le titulaire, qui en assure le choix, l'approvisionnement et le stockage.

Ils doivent être compatibles avec une utilisation en ZNA (zone non agricole).

Afin de participer activement à la réduction de l'impact environnemental, le titulaire utilise prioritairement des produits référencés par l'écolabel européen, régi par la norme ISO 14024, ou par la norme française "NF Environnement" (AFNOR).

Le cas échéant, l'acheteur accepte tout moyen de preuve répondant à des exigences a minima équivalentes, ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans tout Etat membre de l'Union Européenne.

Les fiches techniques et FDS (fiches de données de sécurité) des produits utilisés par le titulaire sont obligatoirement fournies avec l'offre.

Le transvasement de produits dans des contenants non appropriés ou mal étiquetés est proscrit.

Le responsable de site se réserve le droit d'interdire les produits dont l'utilisation lui paraît susceptible de provoquer des dégradations, ou de compromettre la sécurité des usagers.

L'usage avéré d'un produit inadéquat ou de conditions d'applications inopportunes engage la responsabilité du titulaire et à ce titre, il remplace systématiquement les végétaux détruits et ceux portant des symptômes significatifs de toxicité, ainsi que tout produit refusé, à ses frais.

Toute modification ultérieure des produits et de leur qualité est soumise à l'accord préalable du responsable de site.

Dans le cadre de la mise en place du plan Ecophyto II publié en octobre 2015, l'usage des produits phytopharmaceutiques est interdit sur les espaces verts ouverts au public depuis le 1er janvier 2017, en dehors des exceptions prévues par la loi.

Les produits autorisés, soumis à AMM (autorisation de mise sur le marché), sont très encadrés. Ils peuvent être utilisés selon un usage précis et nécessitent d'en avoir une parfaite connaissance.

Pour ce faire, conformément aux articles L254-1 à L254-12 du code rural et de la pêche maritime, l'achat et l'usage professionnels d'un produit phytopharmaceutique, qu'il soit de biocontrôle, utilisable en agriculture biologique ou à faible risque, ne peuvent être réalisés que par une personne détenant un certificat d'aptitude individuel de formation nommé Certiphyto ou CI-phyto, délivré par un organisme de formation agréé.

Par ailleurs, l'ANSES met à disposition des utilisateurs un catalogue exhaustif des produits autorisés, complétés de leurs fiches de données de sécurité (FDS), disponibles en fonction de leurs usages selon les couples produits /cibles, sur son site <https://ephy.anses.fr>.

4.3 Les matériels, l'outillage

Le titulaire met à disposition de son personnel l'ensemble des matériels, outillages et consommables (sacs déchets, huiles et lubrifiants, ...) nécessaires à la bonne exécution de ses prestations, et précise dans son offre :

- la liste des matériels proposés pour l'exécution des prestations et la sécurité des usagers et de son personnel
- une notice technique détaillée précisant notamment les caractéristiques (énergie, puissance, pression sonore, ...), et l'origine de ces matériels
- des références d'utilisation.

Les matériels doivent être en conformité avec les normes et les règlements de sécurité, en vigueur concernant la sécurité, la santé, et la lutte contre les bruits émis par les matériels utilisés à l'extérieur des bâtiments. Afin de limiter au mieux les nuisances sonores, les candidats veilleront à proposer des **matériels aussi silencieux que techniquement possible** pour l'exécution des prestations demandées.

Tout matériel non conforme ou dangereux est mis immédiatement hors service et remplacé par le titulaire, à ses frais.

Toute modification ultérieure du parc de matériel est soumise à l'accord préalable du responsable de site, qui se réserve le droit d'interdire les matériels dont l'utilisation lui paraît susceptible de provoquer des dégradations, ou de compromettre la sécurité des usagers.

Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise, même par l'intermédiaire de fiches multiples, est interdit.

Afin de prévenir les risques de maladies, les outillages et matériels sont désinfectés avant et après chaque utilisation. Ils doivent être tenus en bon état de fonctionnement et seront régulièrement contrôlés ; ils doivent rester ou être rendus conformes aux règles de sécurité en vigueur.

Nota bene : le représentant du site procédera à des contrôles réguliers afin de s'assurer que le titulaire emploie effectivement les matériels et produits annoncés dans le mémoire technique dans le cadre des mesures environnementales.

En cas de manquements récurrents constatés, il pourra être fait application des pénalités mentionnées à l'article 14 du CCAP.

Outre les matériels d'entretien, le titulaire devra également disposer de véhicules adaptés de type fourgon, camion à benne, ...

Article 5 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Prise en charge en début de marché

Toutes les opérations préalables au début d'exécution du marché décrites ci-après font partie de son coût forfaitaire et ne sauraient faire l'objet d'un coût supplémentaire de facturation.

5.1.1. Identification et agrément du personnel intervenant

Après signature du marché, le personnel d'exécution est nommément désigné par le titulaire. **Il doit être agréé préalablement au début des prestations.**

A cet effet, **au plus tard 15 jours avant le début du marché**, le titulaire remet au responsable de site, avec copie au service marchés publics, la liste nominative de ces employés, accompagnée d'une fiche individuelle avec photo pour chaque agent, et des informations et documents suivants :

- nom et prénom
- copie de la pièce d'identité
- date d'embauche et ancienneté
- formation effectuée (diplôme obtenu, justificatif de qualification, attestation de formation)

Les fiches individuelles et la liste des personnels sont tenues à jour par le titulaire qui doit informer l'administration de toute modification avant la prise de poste d'un nouvel agent.

L'accès aux sites peut être refusé aux personnels ne figurant pas sur la liste nominative.

5.1.2. Inspection du site

Dès la signature du marché, le titulaire contacte le responsable de la juridiction dont les coordonnées figurent au règlement de la consultation, afin d'effectuer conjointement une inspection du site avant le début de l'exécution de la prestation. A cette occasion, le responsable du site communique par écrit les consignes liées à l'accès, au fonctionnement de la juridiction et toute information utile au déroulement de la prestation.

5.1.3. Plan de prévention

A l'issue de cette inspection, le titulaire devra présenter aux deux responsables du site un plan de prévention identifiant les risques liés à la co-activité de ses agents et des occupants du site, ainsi que les mesures de prévention qui s'y rapportent.

5.1.4. Organisation des prestations

Le titulaire assure l'encadrement de l'ensemble des opérations liées à son activité, avec le respect :

- des plannings
- de la bonne exécution des tâches
- des consignes particulières données par le responsable de site
- de la remise en état impeccable du chantier après intervention, comprenant nettoyage et évacuation des déchets.

Les fréquences, jours et horaires sont indiqués sur le planning mentionné à l'article 2.2 du présent document. Les horaires d'intervention correspondent à des plages horaires maximales, dans le cadre desquelles chaque candidat proposera dans son mémoire technique un nombre d'heures d'exécution pour la réalisation des prestations.

La programmation des opérations est établie pour une année complète. Elle pourra être adaptée contradictoirement par le titulaire et le responsable de site, dans le respect de la réglementation en vigueur relative à la lutte contre les bruits du voisinage, et sans que cela impacte le nombre d'interventions forfaitaires prévues sur une année.

Sauf accord préalable du responsable de site, le titulaire ne pourra déplacer ou reporter aucune intervention.

5.1.5. Accès aux locaux

Si nécessaire, il sera remis aux agents du titulaire, à la discrétion du responsable de site, les moyens d'accès nécessaires pour leur permettre d'effectuer leurs prestations d'entretien des espaces verts.

Le titulaire est responsable de leur utilisation et de leur garde. Ils seront restitués à tout moment sur simple demande du responsable de site.

Toute copie de ces moyens d'accès est interdite et peut donner lieu à poursuites et à rupture du marché.

Le titulaire est tenu de signaler immédiatement au responsable de site toute perte.

5.2 Horaires

Le marché étant à obligation de résultat, le volume horaire ne sera pas contractualisé ; seul le résultat sera pris en compte dans le contrôle des prestations.

5.3 Sécurité

5.3.1. Sécurité des personnes et des biens

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la sécurité des personnes et des biens pendant l'exécution des prestations et pour la bonne organisation de ses chantiers, dans le respect du Code du travail et du Code de la route.

Lors de chaque intervention, il prend toutes les précautions nécessaires aux fins de sécurisation du périmètre et protection des ouvrages.

Il instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail tant générales que particulières.

Il s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres au site, ainsi que les consignes données par le responsable de site, et le sensibilise plus particulièrement aux règles de sécurité du travail concernant l'utilisation des équipements de sécurité.

Toutes les précautions sont prises pour que l'état des bâtiments, véhicules stationnés dans l'enceinte de la juridiction, aménagements, ... ne soit pas altéré par les interventions.

Le titulaire doit toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits employés par lui, ou des conditions d'exécution des prestations dont il a la charge.

5.3.2. Signalisation des travaux

Chaque fois que cela sera nécessaire le titulaire devra prendre, préalablement et pendant les travaux, à ses frais et après approbation du responsable de site, toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers et le personnel de la présence de zones interdites.

Ces dispositions concernent notamment :

- les fournitures, mise en place et repliement des panneaux de signalisation, cônes, ...
- les demandes d'affichage des autorisations de voirie qui s'avèreraient nécessaires à la bonne organisation des interventions
- l'information des usagers concernant les demandes de déplacement de véhicules
- l'adaptation des mesures de sécurité aux différents endroits

En cas de carence du titulaire ou en cas de danger, le responsable de site se réserve le droit de prendre toute mesure utile, aux frais du titulaire et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité du titulaire en cas d'accident.

Article 6 - CRITERES DE QUALITE & CONTROLE DES PRESTATIONS

Le contrôle qualité consiste à s'assurer de la conformité de la prestation effectuée par le titulaire vis-à-vis du présent cahier des charges. Le contrôle devra permettre de mettre en évidence les anomalies liées à la prestation et de s'assurer que le titulaire met en oeuvre rapidement les dispositions afin de corriger les anomalies identifiées.

Principes :

- Pour les prestations forfaitaires, le titulaire fait des auto-contrôles, et le responsable de site procède à des contrôles d'une manière inopinée ou contradictoire sur un ensemble d'espaces.
- Pour les prestations hors forfait, le représentant de l'acheteur vérifie, après réalisation des prestations, que celles-ci sont conformes à la demande et aux prescriptions du cahier des charges afin d'établir le service fait.

6.1 Auto-contrôle

Le titulaire s'engage à effectuer un auto-contrôle sur les prestations réalisées par ses collaborateurs. Cette opération consiste à vérifier que toutes les prestations prévues au titre du présent marché sont effectivement réalisées. Elle sera assurée par un autre salarié que celui qui a effectué la prestation, ou par le responsable technique et administratif (RTA) nommé par le titulaire, et fera l'objet d'un compte-rendu écrit transmis au directeur du site avec copie au service des marchés publics.

6.2 Contrôle contradictoire

Les contrôles qualité contradictoires sont effectués par le responsable de site ou son représentant, en présence du RTA.

Pendant le premier trimestre d'exécution, la fréquence des contrôles contradictoires sera fixée à une fois par mois pour le présent marché. Au-delà de cette période, elle sera fixée par le responsable de chaque site.

En cas de non conformité d'une prestation, le titulaire sera invité par écrit, par le directeur du site, à rétablir immédiatement le niveau de qualité attendu par une action corrective à sa charge. Cette correction ne l'exonère pas de l'application des pénalités prévues à l'article 14 du CCAP.